

15 avril 1964, Québec

Inauguration de la Maison de l'information

Nous inaugurons aujourd'hui la « Maison de l'information » qui est, en quelque sorte, la manifestation concrète des efforts déployés depuis trois ans par le gouvernement pour doter le Québec et sa population d'une véritable « Information officielle ».

C'est le 27 avril 1961 que fut en effet sanctionnée une loi de notre Législature créant l'Office d'Information du Québec. Je n'entreprendrai pas de vous dire tout ce qui a été fait depuis pour assurer à l'Office la structure, les cadres et les moyens indispensables à l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées. C'est justement le rôle de l'Office de vous le dire et, avec votre aide, d'en informer notre population. Et si j'en juge par la documentation qui nous est remise en ce jour d'inauguration officielle, l'Office a déjà commencé à le faire.

Par contre, j'aimerais vous entretenir quelques instants de l'Information officielle, qui est l'expression française reconnue et acceptée pour définir l'information émanant d'un gouvernement. Dans une allocution qu'il prononçait à une récente conférence de l'Institut canadien des Affaires publiques, le sociologue français Alfred Sauvy s'est appliqué à démontrer l'apport indispensable de l'Information officielle au bon fonctionnement de la démocratie. Il soulignait que l'Information officielle a un double but en ce sens que si les citoyens doivent connaître suffisamment les données fondamentales des questions, les gouvernants doivent, par contre, connaître l'état d'esprit et l'attitude des gouvernés. Et d'ajouter le professeur Sauvy: « Le moins qu'on puisse dire est qu'il est non seulement du droit du gouvernement, mais de son devoir d'expliquer aux citoyens les raisons de la politique qu'il choisit. »

Comme on le voit, l'information a un rôle essentiel à jouer en régime démocratique, et le gouvernement que je dirige, conscient de ses devoirs et de ses responsabilités, a voulu donner à l'information les moyens de jouer ce rôle. L'inauguration de cette maison, qui marque le début des travaux de l'Office d'information du Québec, en est la preuve tangible.

Ai-je besoin de le préciser: renseigner n'est pas interpréter.

Aussi ne faut-il pas confondre information; qui est la fonction de renseigner gouvernés et gouvernants, avec propagande qui, dans le contexte qui nous préoccupe, est la liberté pour les partis politiques d'interpréter à leur avantage – quand ils le jugent à propos – les renseignements que diffuse l'information officielle.

Le mandat de l'Office est clair: renseigner la population sur les lois adoptées par les Chambres, sur les structures gouvernementales qui en découlent et sur les services auxquels a droit notre population en vertu de la législation. C'est dire qu'il n'y a pas de place à l'Office pour la propagande ou la partisanerie.

Personnellement, je n'accepterai jamais qu'il en soit autrement, et je ne doute pas que les représentants de l'Opposition à la Législature verront à ne rien laisser passer dans un domaine aussi capital. Je m'en voudrais de ne pas souligner ici l'intégrité intellectuelle et la

compétence professionnelle de l'équipe dont s'est entouré mon collègue, le Secrétaire de la province, pour mettre sur pied l'Office d'information du Québec et en assurer le bon fonctionnement. Plus particulièrement monsieur René Montpetit qui, à titre de sous-secrétaire adjoint suppléant de la province, assume la direction générale de l'information officielle, ainsi que monsieur Hubert Potvin, le directeur de l'Office; et monsieur Gaétan Major, le directeur de la publicité du Québec. Cette équipe; avec l'étroite collaboration des agents d'information des différents ministères, saura nul doute mener à bonne fin la tâche délicate mais combien essentielle qui lui a été confiée.